







Partenariat/projet SWEDD/CEFA-PSD : un Plaidoyer fort pour la Capture du Dividende Démographique



Atelier d'orientation des leaders
communautaires du Benin pour
la capture du Dividende Démographique
organisé à Cotonou du 12 au 13 Aout 2022

2023

Pour tirer le meilleur de l'opportunité de la croissance démographique dans le Sahel, le Projet Régional « Autonomisation des femmes et Dividende Démographique au Sahel » (SWEDD) a été lancé en 2015 par la Banque mondiale avec comme Agence d'exécution, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) Ce projet nourrit l'ambition de contribuer à aider les pays concernés à surmonter les défis de l'émergence par la capture du Dividende Démographique.

Dans l'exécution du Projet, une place importante est accordée au plaidoyer pour accélérer sa mise en œuvre dans les pays. Le Bureau régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCARO) qui assure la Coordination Technique du Projet a établi un partenariat avec le Centre d'Etudes de la Famille Africaine en Population, Santé et Développement Durable (CEFA-PSD) dans le cadre de la mise en œuvre de la Composante 3 du Projet SWEDD relative au renforcement des capacités en plaidoyer à l'intention des institutions et des individus impliqués dans le Projet dans chacun des neuf (9) pays bénéficiaires.

Partenariat entre le CEFA-PSD et l'UNFPA

Le partenariat entre le CEFA-CAFS (ancêtre du CEFA-PSD) et l'UNFPA est ancien. En effet, en 2005 déjà à la demande de la Division Afrique de l'UNFPA, le CEFA avait animé l'atelier de planification stratégique du Réseau Régional des Femmes Africaine Ministres et Parlementaires (REFAMP) a l'occasion de la sixième conférence régionale organisée en Libreville (Gabon) en 2005.

A la suite de cette Conférence et dans le cadre de la mise en œuvre de ce Plan Stratégique, l'UNFPA a confié au CEFA l'exécution du « Projet Renforcement des Capacités en Leadership et Plaidoyer » des membres du REFAMP. Dans ce cadre, Six(6) Ateliers sous-régionaux ont été animés par le CEFA à Bamako (Mali), Accra (Ghana), Libreville (Gabon); Nairobi (Kenya), Port Louis (Ile Maurice) Praia (Cap Vert) pour former des dizaines de femmes ministres et parlementaires, dans les domaines du Plaidoyer et du Leadership. En plus de ce partenariat pour la mise en place du REFAMP, le CEFA a contribué aux renforcements des compétences des cadres de l'UNFPA des Bureaux pays. Ce partenariat pour le renforcement des capacités se poursuit toujours avec les Bureaux pays.

Principales réalisations dans le cadre du projet SWEDD

Le CEFA-PSD est devenu partenaire d'exécution du STR-SWEDD à la faveur d'un mémorandum signé avec le Bureau régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCARO). Cette collaboration a commencé dans un premier temps par l'élaboration des outils de plaidoyer sur le dividende démographique au niveau de chaque pays pour engager les acteurs politiques dans la capture du Dividende Démographique. Au total 7 outils de plaidoyer nationaux plus un outil régional ont été élaborés par le CEFA-PSD. Ce point de départ consacrera le début de la mise en œuvre de plusieurs autres interventions en faveur des Unités de Gestion du Projet SWEDD dans les 09 pays au profit de trois cibles que sont les Leaders Communautaires, les Equipes Juridiques et les Réseaux des Parlementaires en population et développement.

I. Mobilisation des responsables et leaders communautaires et religieux pour un engagement en faveur des thématiques du Projet SWEDD

Durant l'année **2021**, le CEFA-PSD a travaillé à l'implication effective des leaders des réseaux communautaires et religieux dans les pays de mise en œuvre du Projet. Afin d'obtenir l'engagement éclairé des leaders communautaires, des ateliers ont été organisés dans les pays avec pour objectifs de leur présenter :

- a) Les principaux défis en matière de scolarisation des filles, de santé sexuelle et reproductive des adolescents et de violences basées sur le genre,
- b) Les enjeux pour la capture du Dividende Démographique,
- c) L'importance du partenariat stratégique avec les leaders religieux et communautaires.



<u>Photo 1</u>: Photo de famille des participants à l'atelier d'engagement des leaders en Mauritanie

Au total, dans l'ensemble des pays, 59 Associations ou Réseaux de leaders communautaires se sont engagés au nom de 197 798 adhérents. Cet engagement a été matérialisé par la signature de Déclarations d'engagement. Pour traduire en actes concrets ces engagements dument signés, des plans d'actions ont été élaborés.

En 2022, le Centre a continué d'accompagner les efforts des leaders communautaires et religieux dans les pays. Des ateliers ont été organisés dans les pays au deuxième trimestre de l'année **2022** pour réactualiser les plans d'actions et au troisième trimestre pour renforcer les capacités des leaders communautaires sur des thématiques **ciblées**

Atelier de réactualisation des Plans d'actions

L'objectif de cet atelier était d'aider les leaders communautaires (Religieux, traditionnels, responsables d'OSC) des pays SWEDD à élaborer un plan d'actions pour le plaidoyer en vue de soutenir et renforcer la mise en œuvre du Projet. Au cours de ces ateliers qui se sont déroulés en présentiels dans les pays, les leaders communautaires ont bénéficié également d'un renforcement de capacités sur les notions de base en matière de mobilisation de ressources et de leadership communautaire.

Avec l'appui du CEFA-PSD des ateliers ont été organisés dans les 9 pays SWEDD permettant la mise à jour des plans d'actions élaborés en 2021 et de renforcer les capacités de 93 leaders communautaires sur les notions de base en plaidoyer et en mobilisation de ressources



Photo 2: Photo de famille, Atelier des leaders communautaires du Burkina Faso, Ouagadougou 27 juillet 2022

Tous les réseaux des leaders communautaires suivis disposent d'un plan d'actions pour la période 2022-2024. Ces plans d'actions sont développés au tour de des techniques de plaidoyer ci-après :

- Discussions de groupes pour identifier les besoins communautaires,
- Formulation des arguments basés sur des données concrètes relatives aux thématiques du Projet SWEDD
- Entretiens « face à face » à travers des messages
- Lobbying pour influencer les décideurs et autres responsables des organisations influentes pour le financement des activités des réseaux



Photo 3: Photo de famille, Atelier des leaders communautaires du Benin, Cotonou, 12-13 Aout 2022



Photo 4: Photo de famille, Atelier des leaders communautaires du Niger, Niamey, 1-2 septembre 2022

• Atelier de renforcement des capacités des leaders communautaires sur le processus de demande de financement et d'élaboration de projet

La combinaison des mesures et axes stratégiques (santé, éducation, emploi et gouvernance) à décliner pour obtenir la capture du Dividende Démographique nécessite la mobilisation des ressources additionnelles au de-là du Projet SWEDD. C'est dans ce contexte que le CEFA-PSD a reçu mandat du STR-SWEDD pour renforcer les capacités techniques des Leaders Communautaires intervenant dans le projet au niveau des pays. Acteurs majeurs des changements et habitudes sociales, les leaders communautaires se sont engagés dans les pays pour aider à accélérer la mise en œuvre du projet SWEDD. Afin de leur donner des outils nécessaires à une mobilisation optimale des ressources, le Centre a développé des modules adaptés aux Leaders Communautaires sur le processus de recherche de financement. Les objectifs généraux de cette formation étaient de :

- Élaborer un document de projet communautaire pour l'appui à la capture du Dividende Démographique,
- Élaborer une demande de financement à soumettre aux partenaires,
- Respecter la procédure appropriée pour soumettre une requête de financement

Pour la première phase, le Centre a renforcé les capacités de 30 Leaders Communautaires et Religieux du Benin et de la Cote d'Ivoire en technique d'élaboration de projet et de demande de financement.

Photo 5 : Photo de famille, Photo de famille des participants à l'atelier d'Abidjan



Photo 6 : Photo de famille, Photo de famille des participants à l'atelier de Cotonou

II. Harmonisation des Plans d'Actions des Equipes Juridiques des Pays (EJP) SWEDD

Pour donner suite à la rencontre régionale sur les cadres juridiques relatifs à l'autonomisation des femmes et des filles qui s'était tenue en février 2019 à Nouakchott en Mauritanie, une Plate-Forme Juridique Régionale a été créée en 2020 ainsi que des Equipes Juridiques pays dans chacun des neuf (9) pays. Ces équipes ont pour missions de :

- Faciliter les échanges entre pays participants et les institutions panafricaines partenaires visant à renforcer les législations, consolider les capacités judiciaires et promouvoir la connaissance et l'application de la législation existante et partager les bonnes pratiques;
- Assurer la mise en œuvre des plans d'action pays en tenant compte de la transversalité de l'approche juridique et assurer la cohérence des actions ;
- Contribuer à la coordination des activités juridiques avec les institutions panafricaines partenaires ;
- Mettre en place un cadre global intégré de suivi et d'évaluation des avancées en matière juridique afin d'aider à la détermination d'indicateurs.

Pour finaliser les plans d'actions entamés par les EJP, le Centre a été sollicité pour accompagner les **E**quipes **J**uridiques **P**ays dans la finalisation des plans d'actions, la coordination et le suivi de la mise en œuvre de ces plans d'actions. Cette assistance a démarré dans les pays par la réalisation d'une analyse du contexte juridique de chaque pays.

De l'analyse situationnelle des documents de travail envoyés par les consultants nationaux, et du recueil des textes juridiques tant nationaux qu'internationaux/régionaux les points essentiels ont été répertoriés en forces, faiblesses, opportunités et menaces.

S'agissant des forces

Au titre des forces liées à la législation, on peut citer entres autres :

- L'adoption de plusieurs textes juridiques et réglementaires dans les pays impliqués;
- La mise en place des Equipes Juridiques Pays (EJP) pour le recueil et la vulgarisation des textes juridiques et législatifs ;
- La prise de conscience des insuffisances des textes juridiques et réglementaires ;
- Les efforts encourageants déployés dans les pays sur le plan de l'amélioration du cadre juridique et institutionnel ;

- L'Adhésion et la ratification de plusieurs textes / Conventions/ Traités/ Protocoles internationaux et régionaux.
- L'existence d'un recueil de textes internationaux, régionaux sur les Droits de la femme en matière d'éducation pour tous, la protection contre les VBG.
 - S'agissant des faiblesses

Il a été relevé entre autres:

- La non harmonisation du cadre juridique national de certains pays avec les Conventions, Traités ou autres instruments juridiques ratifiés;
- Le manque de textes d'application de certains textes juridiques adoptés ;
- L'insuffisance de textes juridiques récents et conformes aux Conventions, Traités ou autres documents internationaux ou régionaux ratifiés par les pays ;
- L'insuffisance de textes d'application des Conventions ou Règlements internationaux ou régionaux dans la législation nationale dans certains pays
 - S'agissant des Opportunités

Il faut relever:

- L'existence de la volonté politique des gouvernants, des leaders politiques et des décideurs communautaires pour l'autonomisation de la femme ;
- L'existence de ressources humaines capables de contribuer à l'amélioration et à la réforme des textes juridiques et règlementaires ;
- L'existence et la mise en œuvre du Projet SWEDD dans les pays ;
 - S'agissant des Menaces

On peut relever entre autres, des menaces pouvant entraver l'exécution adéquate des activités du Projet comme :

- Les guerres, les attaques Djihadistes, les troubles socio-politiques l'instabilités politique;
- Les coups d'Etat récurrents, le recul du système démocratique ;
- Les crises sanitaires (pandémie de la COVID-19...);
- La mauvaise gestion des projets en général qui constitue des menaces éventuelles à ne pas négliger dans l'élaboration et l'exécution des plans d'actions pays

Le diagnostic a mis en exergue l'adhésion de tous les pays aux Instruments fondamentaux de droit de l'homme

A terme, le diagnostic réalisé dans les pays a permis de dégager, les avancées enregistrées au cours des deux dernières décennies en matière d'autonomisation de la femme d'une part, et d'identifier les enjeux et les défis en la matière, le Centre a appuyé les EJP à finaliser leurs plans d'actions.

Des ateliers ont été organisés dans les neuf (9) pays suivant un agenda établi à cet effet. Ces assises ont réuni pour les neuf pays cumulés plus de 100 participants venus des Ministères partenaires clés du Projet SWEDD (santé, Education, Economie et Action sociale), des Forces de défense et de sécurité (gendarmeries et polices nationales), des organisations de la Société Civile, des Commissions Nationales des Droits de l'Homme (CNDH), de UNFPA, de ONU FEMME et des UGP-SWEDD





Photo 8 : Participants à l'atelier de validation des plans d'actions au Bénin

A ce jour, toutes les EJP disposent d'un plan d'actions pour la période 2022-2024. Ces plans d'actions sont développés au tour des CINQ AXES STRATEGIQUES ci-après :

- Réforme du cadre juridique, règlementaire et institutionnel existant,
- Vulgarisation et dissémination des instruments juridiques, législatifs, règlementaires à travers la formation, la sensibilisation et l'information des acteurs impliqués et de la population -
- Plaidoyer pour l'amélioration du cadre juridique
- Accès aux droits et à la justice
- Coordination et Suivi-Evaluation

III. REDYNAMISATION DES RESEAUX DES PARLEMENTAIRES EN POPULATION ET DEVELOPPEMENT

Contexte de l'Intervention

L'évolution des enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels a occasionné dans beaucoup de parlements nationaux la création de divers réseaux parlementaires. Pour soutenir l'agenda de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD), l'UNFPA a encouragé et soutenu dans les pays qui n'en avaient pas encore, la mise en place des réseaux des parlementaires en population et développement au début des années 2000. Les réseaux créés ont pour objectifs, entre autres, de :

- Contribuer à la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de l'agenda de la CIPD,
- Renforcer la supervision parlementaire de la mise en œuvre de l'agenda et de mener des actions de plaidoyer dans les domaines prioritaires.

Plus de deux décennies après, le bilan est positif. En effet, les différents réseaux parlementaires ont contribué significativement à sensibiliser les décideurs et les communautés sur les questions de population et développement. Cependant, le constat fait aujourd'hui, est que dans certains pays, ces réseaux semblent être en léthargie. Aussi, pour mieux cerner et comprendre la réalité factuelle des réseaux de Parlementaires des pays SWEDD, une analyse sur le fonctionnement de ces réseaux est suggérée pour les besoins de planification en termes d'intervention auprès de cette cible.

• Résultats de l'intervention

A travers une grille d'évaluation élaborée à cet effet, le Centre a recueilli au sein des Assemblées nationales, des informations sur les réseaux des parlementaires en population et développement.

Il ressort globalement de cette analyse, les quatre (4) observations ci-après :

- Les réseaux des parlementaires en population et développement existent mais souffrent de difficultés de fonctionnement,
- Plusieurs de ces réseaux n'ont pas mené des activités au cours des cinq (5) dernières années,
- Dans les pays où l'ordre constitutionnel a été bouleversé, ces réseaux sont presque inexistants,
- Les réseaux des parlementaires en population et développement ne sont pas suffisamment imprégnés du Projet SWEDD.

Une lueur d'espoir a été allumée à Nouakchott (Mauritanie) en Décembre 2022 lors de la Réunion du Comité de Pilotage qui a permis la création du Réseau Régional de Plaidoyer des Parlementaires des pays impliqués dans le Projet SWEDD.

Il est important d'aider ce Réseau à être rapidement opérationnel.

Participation aux activités régionales du Projet SWEDD

 Atelier régional de renforcement de capacités des ONDD sur les techniques de développement de Policy Briefs prenant en compte le Genre

Les 5, 6, et 7 septembre 2022 le Centre a pris part à l'atelier régional de renforcement de capacités des Observatoires Nationaux du dividende Démographique (ONDD) sur les techniques de développement de Policy Briefs prenant en compte le Genre. Cet atelier organisé par le Centre Régional d'Economie Générationnelle (CREG) de Thiès (Sénégal) en partenariat avec la BM et le STR-SWEDD a vu la participation des experts des ONDD venus de 11 pays. Le Centre à travers le spécialiste de plaidoyer, Dr Martin LAOUROU a présenté aux participants comment développer des plans de plaidoyer à partir de leurs Policy brief pour toucher efficacement les décideurs.



Photo 9 : Présidium de l'atelier



Photo 10 : Vue de la salle : Participants à l'atelier régional de renforcement de capacités des ONDD sur les techniques de développement de Policy Briefs prenant en compte le Genre

Au total 55 experts nationaux sont outillés pour développer des plans de plaidoyer pour la capture du DD et d'assurer leur mise en œuvre.

Atelier Régional des Parlementaires des pays SWEDD

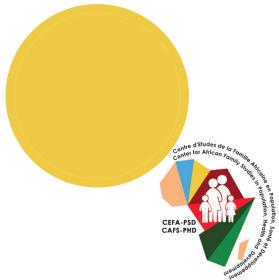
Du 20 au 22 Décembre 2022, le Centre a pris part à travers son Chargé de Programme en Suivi et Evaluation à l'atelier régional des parlementaires des pays SWEDD. L'objectif de cet atelier était de renforcer le cadre dynamique de plaidoyer des parlementaires des pays du projet SWEDD pour la mise en place de cadres institutionnels (des textes législatifs et réglementaires initiés et/ou révisés) et de contextes socioculturels donnant davantage de garantie en contribuant efficacement à une autonomisation durable des femmes et des filles et à une capture accélérée du dividende démographique (DD). Le résultat obtenu a été la mise en place d'une plateforme régionale des parlementaires des pays SWEDD. Le Centre a partagé son expérience et son implication dans les activités de la Plateforme Régionale Juridique des pays SWEDD et l'appui technique donné aux Equipes Juridiques pays



Photo 11 : de gauche à droite M Abbas Sylla, Coordonnateur UGP/SWEDD-Mauritanie, Mme Oluwafunmike de l'OAAS et M. Doumdé Didier, Chargé de Programme Suivi/Evaluation au CEFA-PSD.

CALENDRIER DES COURS REGIONAUX POUR L'ANNEE 2023

N°	TITRE DU COURS	DUREE (Jour)	DATES	COÛTS DE LA FORMATION	
				Présentiel	En Ligne
1	LEADERSHIP, MANAGEMENT ET GESTION DES INSTITUTIONS ET PROGRAMMES	05	22 AU 26 MAI 2023	1.500 \$	1.000 \$
2	DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE ET DE L'ESPRIT ENTREPRENEURIAL CHEZ LES JEUNES	10	12 AU 23 JUIN 2023	2.800 \$	2.000 \$
3	FORMATION DES FORMATEURS EN TECHNIQUES POUR COMMUNIQUER EFFICACEMENT AVEC LES ADOLESCENTS ET LES JEUNES EN MATIERE DE SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE ET VIH/SIDA	10	17 AU 28 JUILLET 2023	2.800 \$	2.000 \$
4	COMMENT TIRER PROFIT DE LA CAPTURE DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE ?	10	07 AU 18 AOUT 2023	2 .800 \$	2 .000 \$
5	PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT	10	21 AOÛT AU 01 SEPTEMBRE 2023	2.800 \$	2.000 \$
6	ELABORATION DES PROGRAMMES DE SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE QUI RESPECTENT, PROTEGENT ET EXERCENT LES DROITS HUMAINS	05	18 AU 23 SEPTEMBRE 2023	1.500 \$	1.000 \$
7	STRATEGIE DE SUIVI ET EVALUATION DES PROJETS ET PROGRAMMES DE SANTE AXES SUR LES RESULTATS	10	02 AU 13 OCTOBRE 2023	2.800 \$	2.000 \$
8	TECHNIQUES DE MOBILISATION DE RESSOURCES ET DE NEGOCIATION DE FINANCEMENT	05	06 AU 10 NOVEMBRE 2023	1.500 \$	1.000 \$



Siège social : 851 Rue Blitta (Rue Toyota Bar)
Qt. NUKAFU CERFER / 08 BP : 80529 Lomé – TOGO
Tél : (+228) 22 26 55 55 / 22 26 55 00 / E-mail : info@cefa-psd.org
site internet : http://www.cefa-psd.org